

Invasion de Gaza : La Cgt demande le retrait des troupes israéliennes et la libération de toutes les personnes capturées.

L'armée israélienne a lancé le 28 juin une vaste offensive militaire à Gaza, en réponse, officiellement, à l'enlèvement d'un de ses soldats.

Les raids aériens et terrestres ont détruit des ponts, des routes et la principale station électrique de ce territoire.

A ces destructions, qui pour la population civile prennent la forme d'une punition collective, s'ajoute le rapt de 64 ministres et élus palestiniens.

L'ensemble de ces actes a été commis en violation de toutes les règles du droit international.

C'est au moment où un accord politique était signé entre le Fatah et le Hamas sur « l'appel des prisonniers » qui reconnaît implicitement l'existence de l'état d'Israël, que l'armée israélienne a lancé cette opération.

Pour la Cgt, il est inacceptable que les autorités israéliennes poursuivent leur politique du fait accompli et d'unilatéralisme, en refusant de reconnaître toute légitimité à un interlocuteur palestinien.

La Cgt demande le retrait des troupes israéliennes et la libération de toutes les personnes capturées.

Les gouvernements français et des pays de l'Union Européenne doivent demander la réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU.